



2^e trimestre 2015 : des signes d'amélioration à confirmer

Au deuxième trimestre 2015, la conjoncture économique bretonne présente quelques signes de reprise. Tout d'abord, l'emploi repart à la hausse, portée par les services marchands et l'intérim. Si l'industrie dans son ensemble continue de perdre des emplois, le secteur des industries agroalimentaires est créateur d'emploi pour le troisième trimestre consécutif. Ensuite, le taux de chômage reste stable et la démographie d'entreprises est favorable avec une hausse des créations hors micro-entrepreneurs et un repli des défaillances. De plus, pour la première fois depuis 2013, les logements autorisés et commencés sont en augmentation. Enfin, la fréquentation touristique enregistre de bons résultats, tant dans les hôtels que dans les campings. Malgré ces signes d'amélioration, la situation économique de la Bretagne présente encore quelques indicateurs mal orientés. L'emploi dans la construction est toujours en déclin même si la baisse régionale est inférieure à la moyenne nationale. Le secteur du commerce semble lui aussi en difficulté avec de nouvelles destructions d'emplois.

Hervé Bovi et Valérie Molina, Insee

Rédaction achevée le 19 octobre 2015

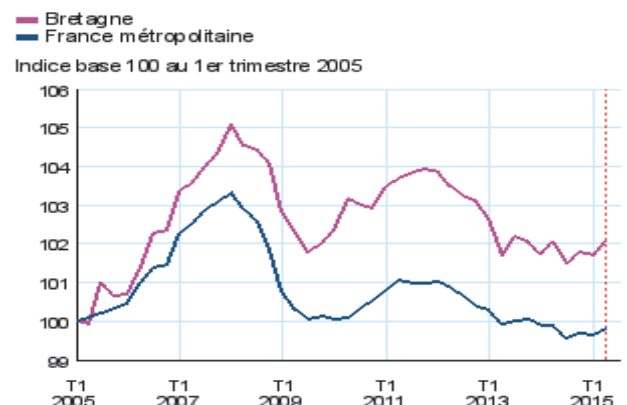
L'emploi repart à la hausse

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands est en augmentation de 0,2 % au 2^e trimestre 2015 (*figure 1*). En Bretagne, cette hausse est plus importante (+ 0,4 %) après le palier du 1^{er} trimestre (- 0,1 %). Plus de 2 500 emplois sont créés ce trimestre, dont près des deux tiers en intérim. Hors intérim, l'emploi salarié a baissé dans tous les secteurs d'activité au cours du 2^e trimestre 2015, à l'exception du tertiaire marchand.

Dans les **services marchands hors intérim**, l'emploi enregistre une forte hausse, dans la continuité des trimestres précédents. Il augmente de 0,7 % et le secteur gagne près de 2 000 emplois au 2^e trimestre 2015 après 1 300 emplois créés lors des deux trimestres précédents (*figure 2*). Tous les secteurs des services marchands contribuent à cette hausse, en particulier celui des transports et de l'entreposage et celui de l'hébergement et de la restauration, qui gagnent plus de 500 emplois chacun (respectivement + 0,9 % et + 1,3 %). Les services aux entreprises créent également près de 400 emplois (+ 0,4 %) et les activités financières et d'assurance 250 (+ 0,8 %). Les autres secteurs progressent plus faiblement. En prenant en compte l'intérim, l'emploi dans les services marchands non agricoles progresse de près de 2 500 emplois. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la hausse de l'emploi dans les services marchands hors intérim est nettement inférieure à celle de la région (+ 0,2 %).

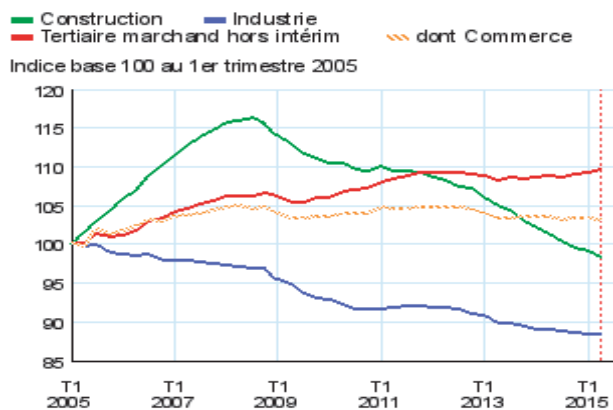
L'**emploi intérimaire**, toujours très volatile, repart en forte hausse en ce 2^e trimestre (+ 1 700 emplois, soit + 5,7 %) après la baisse du début d'année (*figure 3*). Cette évolution représente près des deux tiers de l'augmentation totale de l'emploi salarié régional. En France métropolitaine, l'intérim est également en hausse (+ 3,6 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



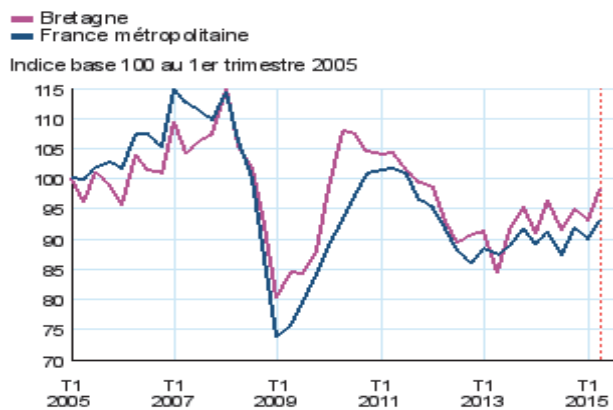
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières. Données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emplois

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Dans la lignée des trois trimestres précédents, l'emploi dans l'**industrie**, hors intérim, diminue de 0,2 % dans la région. Cela correspond à une perte de 330 emplois. En revanche, la reprise dans les industries agroalimentaires s'accroît, avec une hausse de 0,4 % (+ 0,1 % aux deux trimestres précédents). L'emploi décroît dans tous les autres secteurs industriels, sauf celui de la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques et de la fabrication de machines, où il se stabilise. Les pertes d'emploi sont particulièrement fortes dans la fabrication d'autres produits industriels (- 0,7 % soit - 420 emplois) et la fabrication de matériels de transport (- 1,2 % soit - 130 emplois). En tenant compte de l'intérim, l'industrie augmente ses besoins en main-d'œuvre de l'équivalent de 510 emplois, les industries agroalimentaires gagnant alors 620 emplois. En France métropolitaine, l'emploi industriel enregistre une contraction plus importante que dans la région (- 0,3 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



La tendance à la baisse se poursuit dans la **construction**. L'emploi salarié hors intérim est de nouveau en diminution de 0,7 % au premier trimestre dans ce secteur qui perd ainsi 470 emplois supplémentaires. En intégrant l'intérim, l'emploi dans la construction ne diminue que de 400 postes. Le recul de l'emploi dans la construction est légèrement plus marqué sur l'ensemble de la France métropolitaine (- 0,9 %).

De même, l'emploi dans le **commerce** poursuit sa baisse enregistrée au début d'année 2015 et amorcée en 2014, perdant près de 300 emplois au 2^e trimestre 2015 (- 0,2 %). En tenant compte de l'intérim, l'emploi dans le secteur est stable au niveau régional. Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la situation de l'emploi dans le commerce est équivalente à celle de la Bretagne.

À l'échelle départementale, l'emploi salarié est en hausse dans les quatre départements bretons. Il progresse fortement dans les Côtes-d'Armor (+ 0,7 %) et le Morbihan (+ 0,6 %), l'évolution dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine étant plus limitée (respectivement + 0,3 % et + 0,2 %).

Dans les Côtes-d'Armor, en-dehors de l'intérim qui progresse de 4,3 %, les services marchands hors intérim sont en hausse de 1,1 %, créant près de 500 postes. L'emploi est stable dans les autres secteurs, y compris dans la construction dont les effectifs étaient en baisse depuis 9 mois consécutifs dans ce département.

L'intérim est également en hausse dans le Finistère (+ 3,9 %), ainsi que les services marchands hors intérim (+ 0,8 %). Là aussi, la construction est stable au 2^e trimestre, mais l'industrie chute de 0,6 % alors que le commerce perd 120 emplois (- 0,3 %).

En Ille-et-Vilaine, la progression de l'intérim est particulièrement forte (+ 9,5 %). En revanche, l'emploi est en baisse dans tous les autres secteurs, sauf dans les services marchands hors intérim où il augmente faiblement (+ 0,2 %). Les pertes d'emplois sont importantes essentiellement dans la construction (- 1,1 %) et le commerce (- 0,7 %), secteurs qui détruisent respectivement 280 et 330 postes dans le département.

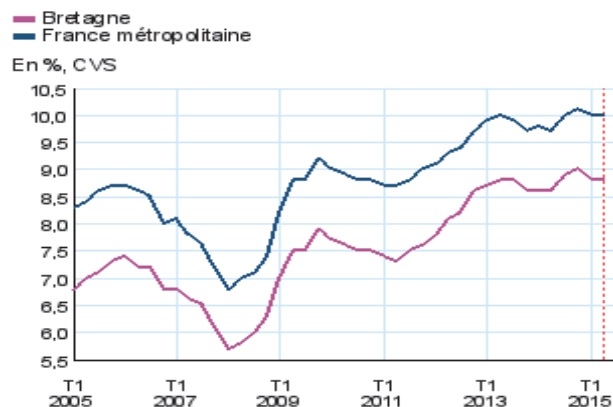
En dehors de la construction, en baisse de 1,1 %, tous les secteurs sont en progression dans le Morbihan. La hausse est relativement faible dans l'intérim (+ 2,5 %), mais les services marchands hors intérim créent 650 emplois (+ 1,2 %) dans le département, alors que le commerce et l'industrie progressent respectivement de 0,5 % et 0,3 %.

Stabilité du taux de chômage

Au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage en Bretagne est stable à 8,8 % de la population active (*figure 4*). En France métropolitaine, il se maintient à 10 %. La Bretagne figure toujours, avec l'Île-de-France, au premier rang des régions ayant le plus faible taux de chômage.

Ce trimestre, le taux de chômage augmente très légèrement dans les départements des Côtes-d'Armor et du Finistère (+ 0,1 point), diminue dans les mêmes proportions en Ille-et-Vilaine (- 0,1 point) et est stable dans le Morbihan. Les taux se situent à 9,2 % pour les Côtes-d'Armor et le Finistère, 8 % pour l'Ille-et-Vilaine et 9,4 % pour le Morbihan.

4 Taux de chômage



Le nombre de demandeurs d'emploi augmente toujours

En Bretagne, fin juin 2015, 257 600 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C, soit 3,1 % de plus qu'à la fin mars. Ce trimestre, l'augmentation régionale est supérieure à celle observée en France métropolitaine (+ 2 %). Sur un an, le nombre

de demandeurs d'emplois en catégories A, B ou C progresse de 8,8 % au niveau régional et de 7,1 % au niveau national.

Cette croissance du nombre de demandeurs d'emploi au 2^e trimestre concerne particulièrement les jeunes de moins de 25 ans, dont le nombre augmente de 4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015. Sur un an, cette hausse reste également plus forte que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi (+10,1 %). Les personnes âgées de 50 ans ou plus sont également plus impactées que l'ensemble des demandeurs avec une augmentation de 3,9 % sur le trimestre et de 9,8 % sur un an.

Le nombre de chômeurs de longue durée augmente de 3,6 % sur un trimestre et de 12,7 % sur un an.

Au niveau infrarégional, au deuxième trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C augmente dans tous les départements : +2,8 % dans les Côtes-d'Armor, +3,1 % dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine et +3,3 % dans le Morbihan. Sur un an, la hausse varie de 8,1 % pour le Finistère à 9,7 % pour l'Ille-et-Vilaine. Elle atteint 8,6 % dans le Morbihan et 8,8 % dans les Côtes-d'Armor.

Les premiers signes d'une reprise pour la construction neuve

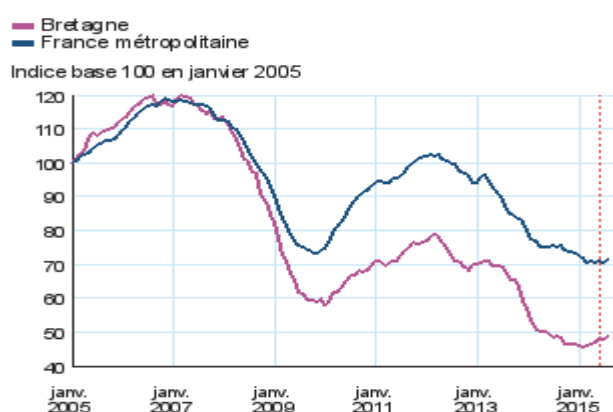
Les indicateurs de la construction montrent enfin des signes de reprise. Pour la première fois depuis 2013, les logements autorisés et commencés sont en hausse ce trimestre. L'augmentation est même plus marquée qu'au niveau national.

En cumul sur 12 mois, 18 200 logements ont été autorisés en Bretagne, soit une hausse de 4,9 % sur un trimestre et une baisse de 2,2 % sur un an (figure 5). En France métropolitaine, les évolutions sont respectivement de +0,5 % et -5,6 %.

Sur la même période, 19 200 logements ont été commencés en Bretagne, ce qui correspond à une hausse de 2,7 % sur un trimestre et une baisse de 5,1 % sur un an (figure 6). En moyenne nationale, le nombre de logements commencés baisse de 1,4 % sur le trimestre et de 4,5 % sur l'année.

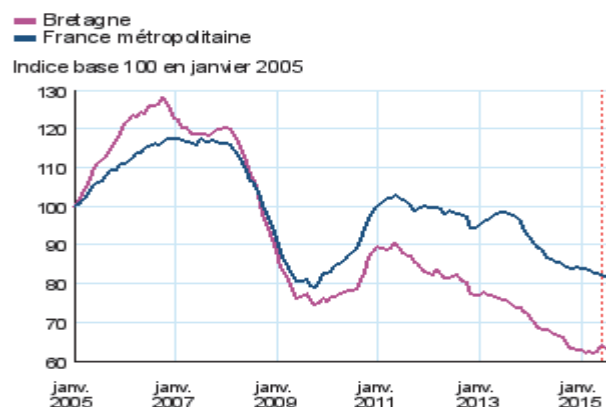
En Bretagne, avec 2,89 millions de mètres carrés, le cumul annuel de surfaces de locaux autorisés augmente de 4 % sur un trimestre (+0,8 % en France). Entre juillet 2014 et juin 2015, 1,93 million de mètres carrés de locaux ont été commencés en Bretagne, soit un repli de 2,5 % sur un trimestre (-1,8 % en France).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

6 Évolution du nombre de logements commencés



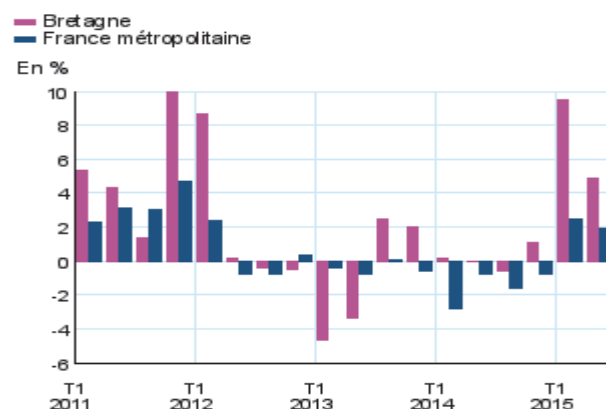
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

Rappel : suite à un phénomène de rattrapage statistique de l'instruction des permis de construire par les services de l'État, concentré dans un nombre réduit de régions, le profil du glissement du cumul annuel peut être légèrement biaisé pour la France métropolitaine.

Bonne fréquentation touristique ce trimestre

Au deuxième trimestre 2015, les hôtels bretons enregistrent 2 084 410 nuitées, en hausse de 4,9 % par rapport au deuxième trimestre 2014 (figure 7). Tous les mois du trimestre ont vu leur fréquentation s'améliorer par rapport à la même période un an auparavant, en particulier le mois de mai (+7,1 %). Le nombre de nuitées des touristes français augmente de 6 % alors que celui des touristes étrangers est en légère baisse (-0,5 %). Au niveau national, le nombre trimestriel de nuitées augmente de 1,9 %.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétroajustées.
Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

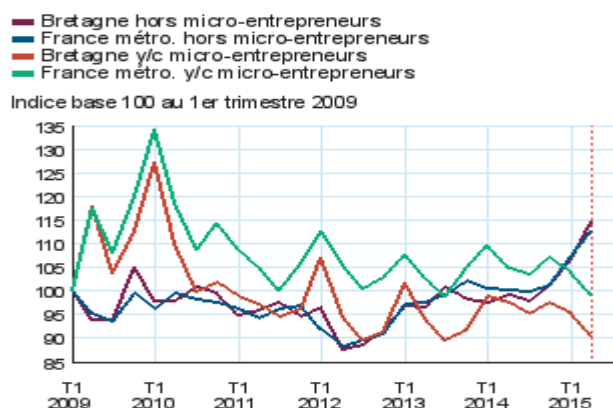
En mai et juin 2015, les campings bretons enregistrent 1 709 900 nuitées, soit 7,9 % de plus que sur la même période en 2014. Le mois de mai contribue le plus à cette hausse (+14,8 %). L'augmentation concerne à la fois les touristes français (+7,7 %) et étrangers (+8,7 %). Sur cette période, les touristes étrangers représentent un quart de l'ensemble des campeurs. En France métropolitaine l'augmentation des nuitées est moins importante (6,1 %).

Une conjoncture favorable au deuxième trimestre 2015

Au deuxième trimestre, 4 554 entreprises ont été créées en Bretagne. Comme au premier trimestre, la création d'entreprises a diminué de 4,7 % au deuxième trimestre 2015. Sur un an, la baisse est de 7,1 %

(figure 8). En France métropolitaine, le nombre de créations décroît de 4,4 % sur un trimestre et de 5,3 % sur un an.

8 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

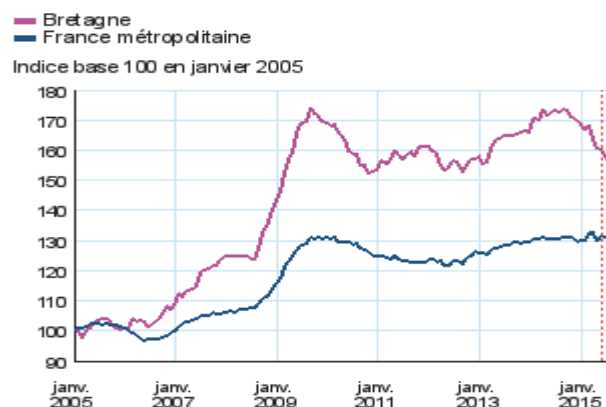
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Les micro-entreprises représentent aujourd'hui près d'une création sur deux. Ceci étant, la diminution des créations au 2^e trimestre est du seul fait de ce type d'entreprises. En effet, hors micro-entrepreneurs, le nombre de créations (2 687 ce trimestre) est en hausse de 7,4 % par

rapport au premier trimestre 2015 et de 15,7 % sur un an. La situation bretonne est plus favorable que celle observée en France métropolitaine (respectivement + 4,9 % et + 12,5 %).

Entre juillet 2014 et juin 2015, 2 690 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Par rapport au trimestre précédent, ce nombre est en recul de 5,2 % (-0,8 % en France métropolitaine) (figure 9). Sur un an, le nombre de défaillances diminue en Bretagne de 7,6 % alors qu'il progresse de 0,7 % au niveau national. ■

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte national - En France, la demande reste bien orientée, mais l'activité progresse par à-coups

En France, l'activité a calé au deuxième trimestre (0,0 % après +0,7 %), du fait notamment du décrochage de la production industrielle qui s'est poursuivi jusqu'au début de l'été. Au second semestre, la consommation des ménages retrouverait une croissance en phase avec les gains de pouvoir d'achat, lequel accélérerait nettement sur l'ensemble de l'année (+1,7 %). Leur investissement en logement continuerait cependant de peser sur l'activité. Après une hausse au premier semestre, l'investissement des entreprises accélérerait modérément au second semestre, avec la hausse de leurs marges et un accès au crédit facilité par les mesures de politiques monétaires. Au total, au-delà des à-coups trimestriels, l'activité progresserait au second semestre (+0,2 % puis +0,4 %) à un rythme comparable à celui du premier semestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de +1,1 %, après +0,2 % en 2014. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 120 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,3 % de la population active fin 2015.

Contexte international - Au niveau international, le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais se dégrade encore dans les pays émergents

Au deuxième trimestre 2015, la croissance des pays avancés est restée robuste. Elle a été particulièrement vive aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Le commerce entre pays asiatiques a pesé sur les échanges mondiaux, qui se sont de nouveau contractés. Dans la zone euro, en revanche, la reprise continue de se diffuser progressivement : le redémarrage de l'emploi et la baisse du prix du pétrole portent la consommation des ménages, tandis que la dépréciation de l'euro depuis mi-2014 stimule les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Dans les pays anglo-saxons, l'activité resterait soutenue par la vigueur de la consommation. Au total en 2015, la croissance des économies avancées resterait solide. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations reculeraient en moyenne annuelle, pour la première fois depuis 2009.

Insee Bretagne

36 place du Colombier -
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :

Olivier Biau

Rédacteur en chef :

Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110

@Insee 2015

Pour en savoir plus :

- Au deuxième trimestre 2015, le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des sociétés non financières sont quasiment stables / Insee. - Dans : *Tableau de bord de la conjoncture* (2015, octobre).
- Note de conjoncture : la demande reste bien orientée, l'activité progresse par à-coups / Insee Conjoncture (2015, octobre). - 6 p.
- L'emploi augmente légèrement au deuxième trimestre 2015 / Insee. - Dans : *Informations Rapides - Emploi salarié* ; n° 217 (2015, septembre). - 2 p.
- 1^{er} trimestre 2015 : un léger mieux porté par le tourisme et les services / Hervé Bovi, Valérie Molina ; Insee Bretagne. - Dans : *Insee Conjoncture Bretagne* ; n° 6 (2015, avr). - 4 p.

